



ELECTIONS LÉGISLATIVES 23 JUIN 1968

3^{ème} CIRCONSCRIPTION — LOUDÉAC

ELECTRICES, ELECTEURS,

Des élections législatives vont avoir lieu le 23 Juin à un moment où nous vivons des événements d'une importance considérable.

LE POUVOIR GAULLISTE A FAIT FAILLITE

Seul en tant que Parti, le Parti Communiste s'est opposé dès le début au pouvoir gaulliste.

En 10 années d'existence, ce pouvoir autoritaire favorisant exclusivement le grand capital et les monopoles, a accumulé les motifs de mécontentement légitime parmi **toutes les catégories** de travailleurs manuels et intellectuels, provoquant l'immense mouvement populaire des dernières semaines.

LE PROFOND MECONTENTEMENT DE TOUTE LA POPULATION

9 millions de travailleurs se sont mis en grève pour leurs revendications dans un mouvement d'une puissance et d'une cohésion sans précédent. En même temps, étudiants et enseignants ont engagé la lutte pour une réforme démocratique et moderne de l'enseignement.

Les paysans, eux aussi, ont manifesté leur mécontentement et, en maints endroits, ils ont affirmé leur solidarité aux travailleurs des villes. En particulier dans notre région, les paysans sont parmi les principales victimes des monopoles, ceux-ci, dont certains des plus puissants, sont étrangers (Purina, Unilever, etc...), par une politique d'intégration, menacent toutes les organisations professionnelles (coopératives) et tendent à déplacer la production sans sol (porcs, volailles) vers les régions les plus proches des grands centres de consommation (région parisienne, etc...). Du même coup, ils entraînent le départ forcé des petits éleveurs, qui représentent la plus importante partie de la population agricole. Le Marché Commun accélère ce processus. **Les paysans bretons sont parmi les plus touchés.**

Les petits commerçants et les artisans voient, du fait de l'exode rural, leur avenir dangereusement menacé.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS APPORTE SON SOUTIEN TOTAL AUX REVENDICATIONS DE TOUTES CES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS.

Dans toute la dernière période en particulier, le Parti de la classe ouvrière et des autres couches laborieuses a agi avec fermeté et sagesse pour soutenir les luttes, en écartant toute provocation, en déjouant les tentatives de division. Il s'est conduit comme un Parti hautement responsable, comme un Parti de Gouvernement.

LA REPONSE DE DE GAULLE AUX TRAVAILLEURS

Méprisant les revendications des grévistes et le profond mécontentement venu des campagnes, De Gaulle a répondu par le chantage et la menace de dictature militaire. Les travailleurs ne se sont pas laissés intimider. Ils ont repris le travail dès que leurs justes revendications ont été, pour l'essentiel, satisfaites.

AUX ELECTIONS LEGISLATIVES, LE POUVOIR GAULLISTE DOIT ETRE BATTU

De Gaulle a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser de nouvelles élections. Nous n'avions pas attendu cette décision pour demander que le pays soit consulté.

Comme l'ont dit les travailleurs de toutes catégories en lutte : « **10 ans, ça suffit** ». **Le pouvoir gaulliste a fait son temps, il doit être battu aux élections législatives.**

Ce que veulent les masses profondes du pays, ce n'est pas le changement de poste de tel ou tel ministre, ce n'est pas un replâtrage du pouvoir, c'est un changement de politique, de régime.

Au premier tour, le Parti Communiste présente des candidats partout. Pour le second tour, les désistements devront s'effectuer en faveur des candidats de gauche les mieux placés par le suffrage universel, pour battre les gaullistes et les autres réactionnaires.

VOTER COMMUNISTE, C'EST SE PRONONCER CLAIREMENT POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE.

De Gaulle et Pompidou ont désigné le Parti Communiste comme leur principal adversaire et par conséquent comme le meilleur défenseur des intérêts des classes laborieuses. Mais leur attaque anticommuniste vise tous les républicains.

En réalité, la question qui est posée devant le pays n'est pas : gaullisme ou communisme, mais dictature gaulliste ou démocratie.

La solution n'est pas dans le recours à « un homme providentiel » quel qu'il soit. Elle est dans la formation d'un gouvernement populaire fondé sur l'entente des forces de gauche sur un programme commun.

Ce gouvernement devrait comprendre des communistes car il n'y a pas de politique de gauche possible en France sans la participation des communistes et lorsque l'on veut écarter le Parti des travailleurs, on est conduit à collaborer avec la droite et à pratiquer une politique réactionnaire.

CE QUE DEVRAIT ETRE LE PROGRAMME COMMUN.

Les communistes luttent depuis des années pour la réalisation d'un accord entre les seuls partis et formations de gauche sur un programme commun à contenu social très avancé.

Ce programme commun devrait prévoir l'établissement d'une véritable démocratie. Il devrait comporter :

- **La satisfaction des revendications essentielles des travailleurs de toutes catégories.**
- **Une politique agricole** prévoyant notamment des prix rémunérateurs pour les produits agricoles, des mesures d'aide aux exploitations familiales et de soutien à la coopération sous toutes ses formes.
- **Une réforme démocratique de l'enseignement.**
- **Une politique extérieure de paix et d'indépendance Nationale.**
- **Les moyens d'une politique de développement économique et de progrès social :**
 - suppression de la force de frappe atomique et des dépenses somptuaires,
 - suppression des cadeaux scandaleux aux grandes sociétés capitalistes,
 - réforme démocratique de la fiscalité épargnant les petits contribuables et frappant les bénéfices capitalistes et les grosses fortunes.
 - de profondes réformes de structures comme la nationalisation des banques d'affaires et de dépôt et des secteurs clés de l'économie avec la gestion démocratique des entreprises nationalisées.

Ces réformes de structures présentent pour l'avenir de notre région une importance vitale. Les dirigeants du CELIB comme les politiciens du Pouvoir ont trompé la population en laissant espérer l'industrialisation de la Bretagne, pendant que la désertion massive de la région s'accélérait.

Soyons logiques. Tous les travailleurs, quels que soient leurs sentiments politiques ou religieux, n'ayant d'autres aspirations que de vivre honnêtement et décemment, sont attachés à leur région. **Ils ne peuvent plus admettre** que, pour le profit de quelques-uns, les populations soient déplacées. La désertion massive de nos campagnes compromet l'avenir industriel de la Bretagne.

Seul un Gouvernement populaire et d'union de la gauche, s'appuyant sur tous les travailleurs de la ville et de la campagne peut renverser le courant des choses et sauver du désespoir tant de jeunes menacés par la ruine et la faillite.

POUR FAIRE TRIOMPHER CES SOLUTIONS,

VOTEZ POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE,

**Votez Auguste LE COENT,
Jean LE BOURNAULT.**